

Assemblée nationale
XIII^e législature
Session ordinaire de 2009-2010

Compte rendu
intégral

Deuxième séance du mardi 2 février 2010

M. le président. La parole est à M. Yves Vandewalle.

M. Yves Vandewalle. Grâce aux mesures énergiques prises par le Gouvernement, la France a mieux résisté à la crise que beaucoup d'autres pays. Mais notre économie n'a pas seulement besoin de mesures conjoncturelles, elle souffre de profonds maux structurels auxquels il faut porter remède si nous voulons conserver notre modèle social et notre place dans le monde.

Notre taux de croissance est insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses sociales – les retraites et la santé –, et, nous le savons tous, nous vivons à crédit. Cela ne pourra plus durer très longtemps, d'autant que nous bénéficions de taux historiquement bas. J'ai donc noté avec intérêt que la charge supplémentaire de 500 millions d'euros liée à l'emprunt national serait compensée par une réduction des dépenses courantes de l'État. Quoique artificielle, cette présentation traduit au moins une volonté politique à laquelle je souscris.

Pour aller de l'avant, nous devons d'abord poursuivre l'effort de réduction des dépenses publiques – avec discernement, pour préserver la qualité des services publics ; mais, lorsque nous comparons la France aux pays voisins, nous voyons que nous disposons de marges de manœuvre significatives. À l'inverse, augmenter les impôts aurait pour effet de freiner la consommation, donc la croissance et l'emploi.

Notre problème n'est pas de récupérer quelques centaines de millions d'euros chez les riches ; au demeurant je suis pour la suppression et de l'ISF et du bouclier fiscal...

M. Jérôme Cahuzac. Chiche !

M. Yves Vandewalle. Notre problème, c'est de rétablir les conditions de la croissance, en soutenant la recherche-développement et l'industrie, qui ne représentent plus, en France, que 12 % des emplois, contre 21 % en Allemagne. Comment avons-nous pu rater la révolution des écrans plats, alors que nous avons une industrie des tubes ? Pourquoi nos constructeurs automobiles ne proposent-ils toujours pas de véhicules hybrides ou électriques, alors que certains concurrents le font déjà ?

Pourtant, nous avons des atouts et les pistes d'avenir ne manquent pas. Un exemple : l'industrie aérospatiale utilise de plus en plus les matériaux composites. Fabriquons donc les fibres qui ne sont produites aujourd'hui que par des entreprises japonaises ou américaines. Ce sera d'autant plus utile que la maîtrise de la fabrication de ces fibres est stratégique, puisqu'elles servent notamment aux moyens de la dissuasion.

Mais il n'y a pas que les industries dites de pointe : c'est en profondeur qu'il faut rebâtir notre tissu industriel. Qui connaît l'usine Tembec Tartas, dans les Landes ? Pourtant, grâce au talent de ses ingénieurs et de ses dirigeants, cette ancienne usine de pâte à papier transforme aujourd'hui le bois en matière première de haute technologie et résiste à la concurrence internationale. Il s'agit

de cellulose servant à la fabrication de nombreux produits chimiques : fibres textiles, peintures à l'eau, cachets d'aspirine ou interrupteurs électriques.

Comparée aux ateliers de haute technologie que l'on fait volontiers visiter aux ministres, l'usine ne paie pas de mine, mais elle vend 85 % de sa production à l'exportation. Encore faut-il ne pas décourager ces entrepreneurs, ni tuer ces entreprises par l'abus de la réglementation : alors que l'usine valorise ses déchets en les brûlant pour produire l'énergie dont elle a besoin, ce qui est particulièrement vertueux aujourd'hui, elle ne sait plus, depuis quelques mois, que faire des cendres qui s'accumulent car de nouvelles normes interdisent de les valoriser...

À l'heure du Grenelle, voilà une activité industrielle exemplaire qui valorise la partie noble du bois et ne brûle que les déchets ultimes. Selon une étude, une tonne de bois-énergie représente une valeur ajoutée de 118 euros et crée deux emplois, alors que, pour le bois utilisé comme matière première, la valeur ajoutée est presque dix fois supérieure et l'emploi vingt-cinq fois ! Voilà qui devrait nous inciter à mieux valoriser nos abondantes ressources forestières.

Ce n'était qu'un exemple. Comme vous le soulignez à juste titre dans l'exposé des motifs de votre projet de loi, nous avons besoin d'accélérer le rythme d'innovation et de mieux former la main d'œuvre pour améliorer la productivité et la compétitivité de nos entreprises. Vous l'avez compris, au-delà des priorités de l'emprunt national, que je soutiens, c'est à un effort global au bénéfice de tout notre tissu industriel que je vous invite, si l'on veut créer demain suffisamment d'emplois.

Madame la ministre, monsieur le ministre, notre pays fourmille de talents. Vous avez raison, donnons-leur la chance de s'épanouir ! L'emprunt national que vous nous proposez donnera un coup de fouet à l'enseignement supérieur et à la recherche, et à l'investissement dans un pays qui investit trop peu depuis plusieurs décennies, comme l'a montré tout à l'heure notre collègue Michel Bouvard. Vous l'avez compris, je voterai votre projet de loi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*